Acte d’engagement

1. **Partie réservée à l’Administration**

Appel d’offres ouvert sur offres des prix n°01/ism/2020 du 15/06/2020 relatif à l’**assurANCE MULTIRISQUE AU PROFIT DE L’INSTITUT SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE**

passé en application de l’alinéa 2 par 1 de l’article 16 et par 1 de l’article 17 et Al 3 par3 de l’article 17 du décret n°2-12-349 du 8 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés Publics.

1. **Partie réservée au concurrent**
2. **Pour les personnes physiques**

Je (1), soussigné :…................................................................................................

(prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte (1), adresse du domicile élu ……………........................................................................

.......................................affilié à la CNSS sous le …......................(2) inscrit au registre du commerce de ……................. (Localité) sous le n°…........….........................

(2) n° de patente ........................... (2).

1. **Pour les personnes morales**

Je (1), soussigné ....................................................................................................

(Prénom, nom et qualité au sein de l’entreprise) agissant au nom et pour le compte de ........................................................... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de ………............................................................................adresse du siège social de la société …………..........................................................................................

adresse du domicile élu ………......................................................................................

affiliée à la CNSS sous le n° …............….... (2) et (3) inscrite au registre du commerce .......……..(Localité) sous le n°…….............. (2) et (3) n° de patente ……........(2) et (3).

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d’appel d’offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1. Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d’appel d’offres ;
2. M’engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j’ai établi moi-même, lesquels font ressortir :

* Montant hors T.V.A : ……………................................................................

(en lettres et en chiffres)

* Taux de la T.V.A : ……………….....................................…..........................

(en pourcentage)

* Montant de la T.V.A : ……………...............................................................

(en lettres et en chiffres)

* Montant T.V.A comprise :……...................................................................

(en lettres et en chiffres)

L’institut Supérieur de la Magistrature se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ………............................….....................................................

à la trésorerie générale, bancaire, ou postal (4) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à …………........................................................ (localité), sous relevé d’identification bancaire (RIB) numéro ………………………………………….........................(4)

**Fait à………….......le…………….........**

**(Signature et cachet du concurrent)**

1. Lorsqu’il s’agit d’un groupement, ses membres doivent :
2. Mettre : <<Nous, soussignés………………nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l’acte d’engagement les rectifications grammaticales correspondantes)
3. Ajouter l’alinéa suivant : <<désignons, (prénom, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement >>.
4. Préciser la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement s’engage à réaliser pour le groupement conjoint et éventuellement pour le groupement solidaire.
5. Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d’origine, la référence à l’attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d’origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
6. Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.
7. Supprimer les mentions inutiles.